

2 Politique

Vœux au Premier ministre hier

Ona Ondo appelle à serrer la ceinture

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

C'est ce à quoi sont tenus le gouvernement et toute l'administration qui ont présenté hier, leurs vœux au Premier ministre. Une invite qui trouve son sens, à travers "le pacte social, les exigences liées à la sécurité et, le maintien du niveau d'investissement" insufflé jusqu'à présent.

LE Premier ministre, Daniel Ona Ondo, une semaine après le chef de l'Etat, a reçu à son tour, les vœux de nouvel an de la part de l'administration. Occasion pour lui d'appeler les patrons de cette entité à la rationalisation des projets afin de réduire les dépenses de l'Etat cette année. Autrement dit, il faut serrer la ceinture. Après les allocutions du Secrétaire général du gouvernement, Ali Akbar Onanga et du premier vice-Premier ministre Paul Biyoghe Mba, le chef du gouvernement a présenté aux uns et aux autres, le double défi qu'ils sont tenus de relever: " Nous sommes amenés à nous ajuster, à serrer nos ceintures, de manière à relever le double défi qui consiste à rationaliser nos projets en fonction des recettes réduites de plus de la moitié, tout en ne reniant, ni notre pacte social, ni les exigences liées à notre sécurité, ni le maintien d'un certain niveau d'investissement, générateur de croissance [...]". Tout ceci, suivant la volonté exprimée par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. L'on se souvient que celui-ci, lorsque les vœux lui avaient été adressés, demandait en urgence, au gouvernement de réduire le train de vie de l'Etat.



Photo : LLIM

Daniel Ona Ondo a invité les siens à serrer la ceinture pour relever certains défis.



Photo : LLIM

Le couple Ona Ondo recevant les vœux de l'administration gabonaise.

C'est dans cette lancée que Daniel Ona Ondo s'est inscrit, en indiquant toutefois à ses interlocuteurs que "l'année 2016 ne nous exonère pas de conforter le rôle de l'administration et du gouvernement et de promouvoir une croissance économique forte et inclusive". En outre, fort du constat des dépenses fiscales et des subventions publiques "mal ciblées, non efficaces et prétendument destinées aux pauvres", le chef de l'administration gabonaise a tout de même suggéré des pistes pour y remédier. Sans délai, a-t-il précisé, " nous al-

lons attaquer ces situations, tout en veillant à identifier et appliquer, selon les cas, des mesures compensatrices pour en alléger l'impact sur les couches les plus vulnérables". Pour autant, les membres du gouvernement, ainsi que tous ceux qui font l'administration ont été informés de ce que, un coup d'accélérateur doit être donné aux réformes et projets engagés dans tous les domaines. Pa ailleurs, la question du financement des projets inscrits dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) a été soulevée.

En effet, pour cette année, il s'agira, au compte de l'action gouvernementale, de veiller sur les moyens à déployer pour l'aboutissement desdits projets. "Garantir la mise en œuvre des réformes et l'implémentation du PSGE, c'est aussi s'assurer de leur financement durable par le système financier national", a mentionné le Premier ministre, non sans relever quelques manquements à ce sujet. "Ce dernier, quoique solide, laisse néanmoins apparaître des fissures qui imposent, pour éviter une crise systémique, de procéder à une

restructuration en profondeur, sans tout attendre des banques publiques", a-t-il poursuivi. Par ailleurs, le rassemblement et la solidarité étant perçus par le natif du canton kye comme la clé de toute réussite collective, il a, à ce sujet, adressé quelques mots à son équipe. Parlant de l'obligation du rassemblement et de l'exigence de la solidarité dans le processus d'élaboration de l'action gouvernementale, le Premier ministre s'est expliqué : " Il ne s'agit là, ni de creux slogans, encore moins de vœux pieux. La pratique par

les membres du gouvernement de ces deux préceptes doit constituer le socle, la condition de réussite et de l'efficacité de nos actions". C'est à ce titre qu'il a invité les ministres, chacun à son niveau, à jouer sa partition pour l'harmonie du rendu de l'ensemble. En clair, " Que Dieu fasse de l'année 2016, l'année du rassemblement et de la solidarité autour de nos combats communs et de nos projets essentiels", tel a été le vœu souhaité par le chef du gouvernement à l'endroit de son équipe.



Photo : LLIM

Vue partielle des membres du gouvernement.



Photo : LLIM

Les forces de défense et de sécurité pendant la cérémonie.

Tribune des Partis politiques

Cacophonie

UN seul être vous manque et tout est re-peuplé. Quatre ans après le décès brutal, survenu le 15 octobre 2011 de Pierre Mamboundou Mamboundou, son charismatique président, l'Union du peuple gabonais (UPG) vit comme une âme en peine. L'agitation en son sein la fragilise énormément. A l'origine de cette sorte de décomposition, trois personnalités qui se disputent la tête sinon la gestion de cette écurie politique. Notamment, Mathieu Mboumba Nziengui (psychologue, secrétaire exécutif de l'UPG et ministre d'Etat chargé de l'Agriculture), Jean de Dieu Moukagni-Iwangou (juriste émérite, membre du Front de l'opposition pour l'alternance) et Bruno Ben Moubamba (communicant).

Leur mécontentes politiques (mégères et non apprivoisées) ont tellement tourné cette formation politique avec des bisbilles liées à la gestion de cet héritage politique, qu'elles avaient fini par la faire implorer. Faisant ainsi, de l'Union du peuple gabonais, après deux congrès tenus respec-

tivement par Moukagni-Iwangou et Ben Moubamba, un parti hybride à trois têtes. Depuis lors, plus rien ne va. Le parti morcelé, éclaté en petites factions, renvoie désormais plusieurs images à la fois, à une opinion qui n'arrive plus à distinguer le "vrai" du "faux". Même si, dans le strict respect des statuts, c'est Mathieu Mboumba Nziengui qui semble tenir le bon bout : le fait d'avoir le siège du parti sous sa coupole est un élément déterminant. Tout comme l'est son statut de ministre d'Etat. Entendu, pour nombre d'observateurs que sa nomination au gouvernement est une sorte d'adoubement du pouvoir à le reconnaître comme la personne ressource à même de parler au nom de l'UPG. Justement, c'est sous ce label politique de l'opposition qu'il a été admis à faire partie de l'équipe gouvernementale.

Fort de cela, et pour tenter de mettre un terme à la cacophonie régnante, Mboumba Nziengui multiplie des saisines devant les juridictions compétentes. Pourtant, malgré

les avis favorables à lui réservés, la bataille pour le contrôle de cet habitacle politique se poursuit. Et fait toujours tâche d'huile. Puisque ses deux protagonistes n'arrêtaient pas de torpiller le projet de reconstruction du parti qu'il a engagé depuis belle lurette, mais qui a du mal à prendre véritablement corps à cause d'eux. Pendant que lui se considère comme le "vrai héritier". Non seulement en respect des dispositions statutaires, mais aussi, parce que son défunt frère, Doukakas Nziengui Moukouaty, qui était un des membres fondateurs de l'UPG, y a laissé sa vie. Preuve de l'enlèvement, il y a peu, à la faveur d'une réunion avec ses partisans, Jean de Dieu Moukagni-Iwangou a été prié de déposer sa candidature à la candidature unique du Front, au sortir du congrès que son aile entend organiser au mois de mars 2016.

Piqué au vif, le camp d'Awendjé, aura exigé la cessation de la mascarade. Celle qui consiste, pour ses deux frères rivaux poli-

tiques, à faire croire qu'ils sont les "présidents légaux et légitimes" de l'UPG. C'est donc entre deux horions que Mathieu Mboumba Nziengui se démène, pour tenter de sortir l'UPG la tête de l'eau. Mais se heurte à ses deux courants.

L'Union du peuple gabonais n'est pas la première formation à connaître une telle crise. Dans le passé, d'autres ont été secouées par ce type de séisme après le décès de leurs pères fondateurs.

Tout compte fait, à ce qui se voit, il est difficile de rompre le funeste envoûtement qui, par canaux interposés, les upégistes instillent le venin.

Une situation rendue davantage compliquée par le tracassin judiciaire qui l'ébranle depuis la disparition de son leader "Pierrot". Puisque le pouvoir judiciaire n'arrive toujours pas, dans le cas des partis politiques, à faire respecter ses décisions. D'où la cacophonie ambiante.

Par Christian G. KOUIGA